

Péages sur les ponts au nom de l'« écofiscalité »

Écologie des riches et des entreprises contre le peuple

La Commission de l'écofiscalité du Canada propose un péage sur les ponts des quatre plus grandes villes canadiennes. Cette commission « *est un organisme indépendant [sic] financé par le secteur privé et appuyé par un comité consultatif qui réunit notamment le fondateur du Parti réformiste, Preston Manning, l'ancien premier ministre libéral du Canada Paul Martin, l'ancien premier ministre libéral du Québec Jean Charest et le président et directeur général de Suncor Énergie, Steve Williams.* »¹ C'est tout dire sur son caractère de classe... et Libéral. Bon timing comme message au petit dernier, nouveau Premier ministre du Canada.

Pour ces messieurs — cherchez la dame — « *l'eau, l'air, [...] les gens s'en servent comme s'il n'y avait aucun coût, alors que c'est complètement faux. L'écofiscalité [...] mise sur la tarification de ces biens collectifs. Le pari, c'est qu'en leur donnant une valeur marchande, on arrive à faire prendre conscience à la population que ces ressources ne sont pas sans limites.* »² C'est tout dire sur le tout marché comme cadre général des politiques écologiques. Par la pollution, l'air et l'eau deviennent des biens communs « rares » ? Presto, par les « droits de polluer » ou par la taxe carbone ou autre tarif, on les transforme en marchandises. Les routes, et pourquoi pas les hôpitaux et les écoles, sont des services publics devenant « rares » sous le néolibéralisme ? Et pouf, les voilà des marchandises. Leur privatisation n'est pas loin.

Et qui seront les gagnants de ce tout marché ? L'allègement de la circulation bénéficiera aux entreprises en réduisant le temps de circulation de leurs marchandises... y compris celui de leurs employés dont l'articulation cerveau-musculature est la « force de travail », cette marchandise spéciale qui crée la valeur, source du profit. Les économistes patentés diront que ces économies donneront aux entreprises la marge de manœuvre pour baisser les prix et donner des augmentations de salaire ! Perdus dans leur échafaudage mathématique, ils n'ont pas remarqué que leur sacro-saint marché est sous le contrôle d'une poignée de super-oligopoles³ dont la transnationale Bombardier ne fait même pas partie. Ces gains de temps, qui est de l'argent, les entreprises le partageront avec les patrons, sous-patrons et professionnels trop heureux de payer le droit de circuler plus vite.

Rétorquent les organisations écologistes de l'alliance environnementale-patronale SWITCH⁴, « *l'écofiscalité accélère la transition vers une économie verte...* »⁵. Pas du tout, elle la bloque une fois écrémés les faciles gains rentables et de commodité et un certain effet de mode. Tant le prolétariat que la majorité de la classe moyenne, en colère ouverte ou honteuse, se braqueront contre toute politique écologique parce qu'augmentant d'autant ces prix, taxes ou tarifs régressifs dignes d'une fiscalité néolibérale... et la facilitant. (Rien n'empêche cependant de taxer les énergivores produits de luxe en plus des profits, capital et revenus élevés.) Ainsi pendant que les classes supérieures deviendront des parangons d'économie verte, le prolétariat sera pointé du doigt comme cause de toutes les pollutions et des crises climatique et de la biodiversité... et il se noiera dans ce cloaque.

La solution anticapitaliste ? Créer un Printemps écologique pour la gratuité du transport collectif et celle de l'électricité de base. Avec la lutte contre l'austérité et les hydrocarbures, cette mobilisation lancera une grève sociale vers un gouvernement anticapitaliste. Puis convertir Hydro-Québec en une entreprise sous contrôle populaire imposant cette gratuité en lien avec la sobriété et l'efficacité énergétique. Premier geste à faire : condamner ces péages. La direction Solidaire le fera-t-elle qui tait que son programme rejette le marché du carbone ?

Marc Bonhomme, 2 novembre 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

1 La Presse canadienne, [Taxer les automobilistes pour décongestionner, propose une étude](#), Radio-Canada, 2/11/15

2 Florence Sara G. Ferraris, [La congestion nous coûte annuellement autour de 2 milliards](#), Le Devoir, 2/11/15

3 The Editorial Board, [How Mergers Damage the Economy](#), New York Times, 31/10/15

4 SWITCH, « *l'Alliance pour une économie verte au Québec* », réunit soit par son Comité directeur, soit par son Comité consultatif, d'une part les Fondation David Suzuki, Équiterre et Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) et d'autre part les Association de l'Aluminium du Canada, Gaz métro et Conseil du patronat du Québec.

5 SWITCH, [L'économie que nous voulons — Rapport Écofiscalité](#), par Fondation David Suzuki, 29/01/14